

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LIMOGES

18 PLACE WINSTON CHURCHILL (B.P.3130)
87031 LIMOGES CEDEX
TEL : 05.55.34.60.75
MINITEL : 3617 INFOGREFFE - www.infogreffe.fr

B2M EXPERTISE

15 rue de la Fonderie
Résidence Bernard Palissy
87000 Limoges

V/REF :

N/REF : 2005 B 651 / 2008-A-1027

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE LIMOGES certifie qu'il a reçu le 02/04/2008,

Statuts mis à jour

P.V. d'assemblée du 11/09/2007
- Nomination d'un gérant

Concernant la société

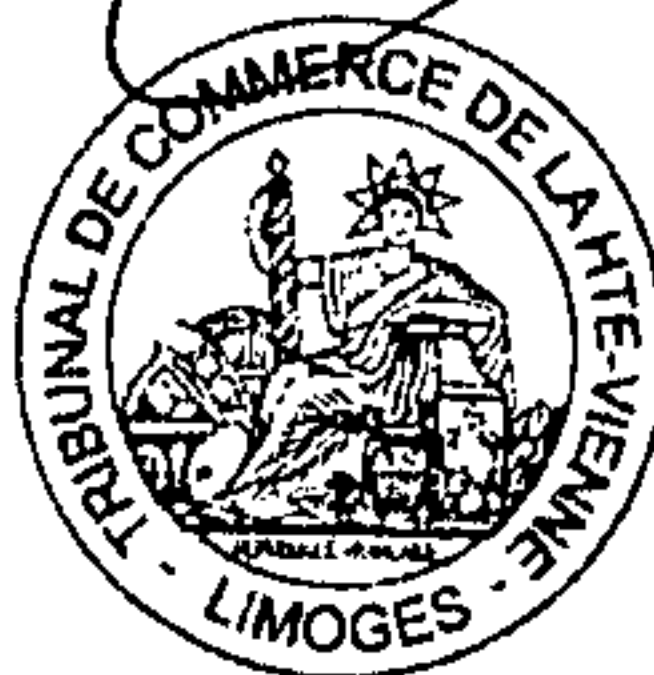
SARL MEZZO LIMOGES
Société à responsabilité limitée
5 rue Othon Peconnet
87000 Limoges

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2008-A-1027 le 02/04/2008

R.C.S. LIMOGES 487 492 092 (2005 B 651)

Fait à LIMOGES le 02/04/2008,

Le Greffier



LE SCEAU CI DESSUS DE COULEUR BLEUE SIGNIFIE QUE VOUS
ETES EN PRÉSENCE D'UN ORIGINAL ÉMANANT DU GREFFE



SARL MEZZO LIMOGES
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 8 000 €

SIEGE SOCIAL :
5, RUE OTHON PECONNET
87 100 LIMOGES

RCS LIMOGES : 487 492 092 00019

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 11 SEPTEMBRE 2007

L'an deux mille sept

Le 11 septembre,

A 21 heures,

Les associés de la société : SARL MEZZO, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 €uros, divisé en 100 parts de 80 € chacune, SIRET N° 487 492 092 00019, RCS de Limoges N° 487 492 092, se sont réunis au siège social, en assemblée Générale Ordinaire, le 11 septembre 2007, sur convocation du gérant faite à chaque associé.

L'assemblée est présidée par Melle GOURCEROL Gaëlle, cogérante associée.

Après avoir déclaré qu'elle possède personnellement : 99 parts,

Elle constate qu'est présent à la réunion :

- Monsieur VAREILLE Philippe, associé propriétaire de : 1 part,

Soit un total de : -----
100 parts.

Les associés présents, représentant la totalité des parts sociales émises par la société, la présidente constate que l'assemblée régulièrement constituée peut valablement délibérer et prendre les décisions à la majorité requise.

La Présidente rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Nomination d'un cogérant,
- Modification des statuts,
- Pouvoirs,
- Questions diverses.

Elle dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- Une copie de la lettre de convocation,
- Le rapport de la gérance,
- Le texte des résolutions proposées.

La Présidente rappelle que tous ces documents ont été adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée conformément aux dispositions de l'article 36 du décret 67-236 du 23 mars 1967 et tenus à leur disposition au siège social.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture à l'Assemblée du rapport de la gérance.

Cette lecture terminée, la Présidente déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, la Présidente met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport du gérant décide de nommer Mr Philippe VAREILLE : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES en qualité de cogérant pour une durée indéterminée.

Mr Philippe VAREILLE qui accepte ces fonctions, déclare n'être frappé d'aucune des incapacités ou déchéances de nature à lui interdire de gérer, administrer ou diriger la société. Il exercera ses fonctions à compter du 1er octobre 2007, dans les conditions fixées par la loi et par l'article 11 des Statuts.

Cette résolution relevant de l'article L 223-19 du Code de Commerce, l'associé intéressé n'a pas pris part au vote conformément à la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des votes exprimés.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 11 des statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve. Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

- o *Mme GOURCEROL Gaëlle : Demeurant au : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES,*
- o *Mr VAREILLE Philippe : Demeurant au : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES,*

Sont nommés premiers gérants de la société pour une durée indéterminée.

Leurs rémunérations seront fixées par la plus prochaine Assemblée. Ils seront remboursés, sur justificatifs, de leurs frais de déplacement et de représentation.

Madame GOURCEROL Gaelle et Mr VAREILLE Philippe déclarent :

- o *Accepter les mandats qui leur sont proposés,*
- o *Qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de leurs missions.*

ooo000ooo

Par décision prise en date du 28 septembre 2006, l'assemblée générale ordinaire a pris acte de la démission de son gérant : Mr VAREILLE Philippe. Cette démission étant immédiatement effective, Melle GOURCEROL Gaëlle reste seule gérante à compter de ce jour.

Ooo000ooo

Par délibération de l'assemblée générale en date du 11 septembre 2007, Monsieur Philippe VAREILLE demeurant : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES est nommé cogérant de la société pour une durée illimitée débutant au 1^{er} octobre 2007.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation. Monsieur Philippe VAREILLE déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des votes exprimés

TROISIEME RESOLUTION

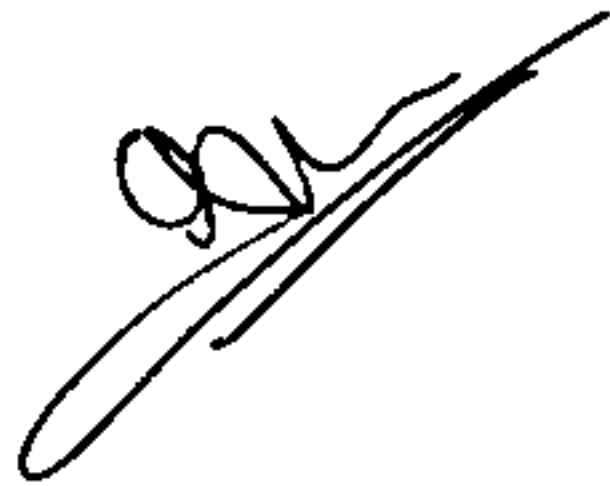
L'assemblée générale confère tous pouvoirs au cabinet B2M EXPERTISE afin d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 21H35.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par les gérants et les associés ou leurs mandataires.

Melle GOURCEROL Gaëlle
Gérante associée



Mr VAREILLE Philippe
Gérant Associé



SARL MEZZO LIMOGES
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 8 000 €
SIEGE SOCIAL : 5, RUE OTHON PECONNET
87 000 LIMOGES.

STATUTS



A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and strokes, located below the stamp.

A JOUR AU 11/09/2007

Les soussignés :

- o **Mme GOURCEROL Gaelle :**
Demeurant au : 36, rue Sainte Anne
87 000 LIMOGES,
Née à LIMOGES (87) le 18 avril 1979,

- o **Mr VAREILLE Philippe :**
Demeurant au : 36, rue Sainte Anne
87 000 LIMOGES,
Né à Soisy-sous-Montmorency (95) le 7 janvier 1978.

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts
établis ci-après :

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet : La vente de pâtes et de plats à emporter.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **SARL MEZZO LIMOGES**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **5, rue Othon PECONNET 87 000 LIMOGES.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

1 - Apports en numéraire

- o Mme GOURCEROL Gaelle apporte à la société une somme de 7 920 Euros entièrement libérée,
- o Mr VAREILLE Philippe apporte à la société une somme de 80 Euros entièrement libérée.

S'agissant de la somme totale libérée soit 8 000 Euros, les associés déclarent et reconnaissent qu'elle a été versée intégralement et déposée dès avant ce jour conformément à la loi, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la banque Crédit agricole, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 15/11/2005.

Le retrait de cette somme sera accompli par la gérance sur présentation du certificat du greffier constatant la réalisation de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

2 - Apports en nature

NEANT.

3 - Total des apports :

Les apports en numéraire s'élèvent à	8 000	Euros
Les apports en nature s'élèvent à	-	Euros

Le montant total des apports s'élève à	8 000	Euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 8 000 Euros.

I - Il est divisé en 100 parts sociales de 80 Euros chacune, entièrement libérées.

II - Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

- o A Mme GOURCEROL Gaelle demeurant à LIMOGES
Quatre vingt dix neuf parts sociales numérotées de 1 à 99 99 Parts

- o A Mr VAREILLE Philippe demeurant à LIMOGES
une part sociale numérotée de 100 à 100

1 Parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social:

100 Parts.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux, intégralement libérées sur la base de leurs propres deniers, puis réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants ou descendants de ceux-ci, même si le conjoint, ascendant ou descendant n'est pas associé.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

La transmission des parts sociales par voie de succession ou de liquidation de communauté est soumise à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, sauf pour les héritiers déjà associés, en cas de transmission pour cause de mort, et pour les conjoints déjà associés, en cas de liquidation de communauté.

ARTICLE 11 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

10 / 11

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve. Dans les rapports entre associés, le gérant peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société. Toutefois, à titre de règlement intérieur et sans que ces limitations soient opposables aux tiers, il est convenu que le gérant ne peut sans y avoir été autorisé au préalable par une décision ordinaire des associés, acheter, vendre ou échanger tous immeubles et fonds de commerce, contracter des emprunts pour le compte de la Société, autres que les découverts normaux en banque, constituer une hypothèque sur un immeuble social ou un nantissement sur le fonds de commerce.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

- o **Mme GOURCEROL Gaëlle** : Demeurant au : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES,
- o **Mr VAREILLE Philippe** : Demeurant au : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES,

Sont nommés premiers gérants de la société pour une durée indéterminée.

Leurs rémunérations seront fixées par la plus prochaine Assemblée. Ils seront remboursés, sur justificatifs, de leurs frais de déplacement et de représentation.

Madame GOURCEROL Gaelle et Mr VAREILLE Philippe déclarent :

- o Accepter les mandats qui leur sont proposés,
- o Qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de leurs missions.

ooo000ooo

Par décision prise en date du 28 septembre 2006, l'assemblée générale ordinaire a pris acte de la démission de son gérant : Mr VAREILLE Philippe. Cette démission étant immédiatement effective, Melle GOURCEROL Gaëlle reste seule gérante à compter de ce jour.

Ooo000ooo

Par délibération de l'assemblée générale en date du 11 septembre 2007, Monsieur Philippe VAREILLE demeurant : 36, rue Sainte Anne 87 000 LIMOGES est nommé cogérant de la société pour une durée illimitée débutant au 1^{er} octobre 2007.

Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée. Il sera remboursé, sur justificatifs, de ses frais de déplacement et de représentation. Monsieur Philippe VAREILLE déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

ARTICLE 12 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Par ailleurs, la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus par la loi et pour les décisions nécessitant la modification des statuts. Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne

comprene que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non-associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 13 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L 223-35 du Code de Commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 14 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 juin 2006.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 15 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux ; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 16 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un

10/00

montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 17 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 18 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre les associés et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de sorte que le tribunal soit constitué en nombre impair. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre, procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Un nouvel arbitre sera désigné par ordonnance, non susceptible de recours, du Président du Tribunal de commerce, saisi comme il est dit ci-dessus.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

**ARTICLE 20 REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE
DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés au cabinet SECAUT pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- o Pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- o Pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- o Et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Les soussignés dont les noms, prénoms, domiciles et qualités figurent en tête des présentes déclarent avoir pris connaissance des statuts et les approuver entièrement.

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE ELARGIE LIMOGES EST

Le 18/11/2005 Bordereau n°2005/1 256 Case n°1

Ext 4793

Enregistrement : Exonéré

Timbre : Exonéré

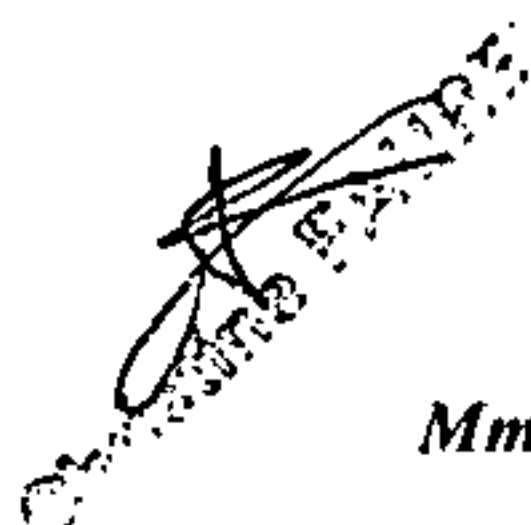
Total liquidé : zéro euro

L'Agent

Fait à LIMOGES

Le 10 novembre 2005

En autant d'exemplaires
que requis par la loi



Mme GOURCEROL Gaëlle



Mr VAREILLE Philippe

